FAIRE SOCIETE ENSEMBLE

En 1974, paraît « Gros-Câlin » de Romain Gary, une fable moderne, drôle et triste à la fois, autour de l'histoire d'un homme, qui pour tromper sa solitude dans une agglomération pourtant bondée de monde, fait l'acquisition d'un python afin de combler un manque d'affection à recevoir, mais aussi à donner. Il s'enroule littéralement de cette créature. Ce récit fait le constat de l'extrême isolement de l'homme et de la nécessité vitale de tisser des relations humaines que rien ne peut remplacer. Ce roman est d'une triste actualité à l'heure où un invisible virus a contraint l'humanité à des confinements successifs. L'homme a, plus que jamais, pris conscience du besoin impérieux que constituent les liens physiques, mais aussi sociaux, les attaches humaines réelles que tous les réseaux sociaux ne sauraient remplacer. Comme le dit le personnage du roman de Romain Gary au sujet de la vie en société: « Il faut quelqu'un à aimer ».

Massica Bentahar, photographe
Instagram : douxtatadoux

CLAE ASBL
reconnue d'utilité publique

www.clae.lu
tél. (+352) 29 86 86-1

Nr. 28
Juillet 2021

RENCONTRE avec Christophe Sohn, Docteur en recherche urbaine
ENTRETIEN avec l'association noc.turn
RUBRIQUE informations société d'accueil
ACTUALITE du CLAE

Covid 19 : Pour une reconnaissance du secteur associatif

En mai 2020, le CLAE réalisait une enquête pour appréhender l'impact de la crise sanitaire sur les asbl. Sans réponses concrètes des autorités, nous avons, un an plus tard, relancé une campagne de sensibilisation.

L'enquête, à laquelle 125 acteurs de la société civile luxembourgeoise – œuvrant dans des domaines aussi variés que la citoyenneté, la culture, les droits de l'homme, l'environnement, la jeunesse, la santé ou encore l'éducation – avaient répondu, avait révélé que 90% de ces associations estimaient que la crise avait eu des répercussions sur leur structure. Près d'un quart estimait que les difficultés rencontrées au niveau financier étaient telles qu'elles pouvaient remettre en cause l'existence de l'association. La baisse de l'autofinancement lié à l'interruption des activités, mais également la baisse des dons, du sponsoring et également la remise en cause de certains subsides menaçaient la viabilité de nombreuses structures.

Le CLAE avait alerté les différentes fractions politiques et interpellé le Premier Ministre ainsi que la Ministre de la Famille et de l'Intégration. Nous avions demandé au Gouvernement la mise en place rapide d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations et d'envisager d'autres mesures comme l'adaptation des financements en vue d'accompagner l'évolution des politiques rendues nécessaires par la crise sanitaire. Une question parlementaire avait ensuite été posée par le député Paul Galles sans qu'une réponse globale ne soit apportée. En juillet, le Cercle de coopération des ONGD s'était joint au CLAE pour faire part de préoccupations communes lors d'une conférence de presse et les deux structures avaient été soutenues par l'Agence du Bénévolat.

En dépit de ces différentes démarches, aucune aide n'a été mise en place de manière générale pour répondre aux difficultés rencontrées par les associations. Des mesures financières ont été prises par le Gouvernement pour soutenir les associations des milieux sportifs, touristiques et culturels et les associations conventionnées ont été soutenues. Mais ces aides sont sectorielles et de nombreuses associations n'ont pu y avoir recours. Nous avons ainsi alerté de nouveau les différents pouvoirs politiques, ainsi que la presse et les syndicats. La fraction parlementaire déi lénk a déposé une motion à la Chambre des Députés qui doit désormais passer en commission, et la Chambre des Salariés soutient notre initiative et a adressé un courrier dans ce sens à la Ministre de la Justice.

Nous espérons que les pouvoirs publics prendront leur responsabilité, non seulement pour pallier aux conséquences économiques de la crise sur les associations, mais également en signe de reconnaissance vis-à-vis de l'engagement du secteur associatif dans la société.

Edité par l'asbl CLAE services 26 rue de Gasperich, L-1617 Luxembourg
tél. (+352) 29 86 86-1 – migrations@clae.lu – www.clae.lu
Impression : Reka – Diffusion : 3.000 exemplaires – Parution 5 fois par an
L'opinion exprimée dans cette publication ne reflète pas nécessairement la position officielle du Département de l'intégration / Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région.

Avec le soutien de
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
Département de l'intégration

Rendre visible une réalité méconnue

Christophe Sohn est docteur en géographie urbaine. Ses recherches portent sur les façons dont les frontières nationales peuvent représenter une ressource économique, politique ou symbolique pour les villes et régions frontalières. Nous l'avons questionné sur les enjeux liés au travail frontalier.

Pourquoi est-ce important de réfléchir à la manière dont on parle du travail frontalier ?
Avec plus de 200 000 travailleurs frontaliers au Luxembourg, le phénomène frontalier est une réalité sociale incontournable dans la Grande Région. Et pourtant, c'est une réalité que l'on appréhende généralement qu'à travers la surface des choses, celle que la société veut bien voir, celle aussi que le politique veut bien rendre visible. Autrement dit, l'idée que l'on se fait du travail frontalier est socialement construite. Cette construction sociale passe avant tout par le discours et les mots qu'on emploie. Mettre des mots sur une chose, c'est bien sûr nommer cette chose. Mais c'est bien plus que cela : c'est l'appréhender, la reconnaître, lui donner du sens (puisque les mots véhiculent des idées) et c'est lui donner une existence sociale. C'est seulement à partir du moment où l'on parle d'une réalité qu'on peut agir dessus collectivement. On peut alors identifier ce qui pose problème, en débattre, proposer des solutions.

Lorsqu'on observe la manière avec laquelle on parle des frontaliers dans notre société, on remarque que le discours politique, mais aussi une grande partie des médias et autres faiseurs d'opinion, emploient toujours les mêmes termes : travail, emploi, croissance, retraites, transport. Autrement dit, les frontaliers sont appréhendés essentiellement comme une ressource économique (pour le travail mais aussi pour la consommation intérieure) et comme une source de problèmes en matière de transport et de mobilité en particulier. Il s'agit d'une vision instrumentale : faire fonctionner l'économie luxembourgeoise en mobilisant la force de travail des populations qui résident dans les régions frontalières. Les aspects sociaux, identitaires ou politiques qu'impliquent les va-et-vient incessants de cette main-d'œuvre frontalière sont largement ignorés. On n'en parle pas. Je dirais même qu'on ne veut pas en parler (inconsciemment ou consciemment), en particulier en ce qui concerne les responsables politiques. Il y a donc une absence de discours politiques sur les frontaliers au-delà de leur catégorisation comme travailleurs. Les frontaliers sont en fait invisibilisés dans le débat public, dans les discours politiques, et cette invisibilisation est une stratégie politique délibérée.

D'où vient cette invisibilisation des frontaliers en tant que phénomène social dans notre société ?
Parler des aspects sociaux, identitaires ou politiques (en matière de citoyenneté notamment) qui sont sous-jacents au phénomène du travail frontalier, c'est un peu comme ouvrir une boîte de pandore pour nos responsables politiques. On ne sait pas ce qui va en sortir et on reste donc prudent. Je pense en fait que la plupart des femmes et des hommes politiques ne savent pas comment appréhender le phénomène frontalier autrement que par la question économique. Ils ne disposent pas du vocabulaire et des concepts adéquats pour appréhender une réalité sociale et spatiale qui dépasse, déborde, transgresse nos cadres de pensées, nos catégories usuelles comme l'état, la nation, le territoire, les frontières, la souveraineté, etc. Ces notions sont au cœur de l'ADN de la pensée politique « classique », celle qui se définit à travers une sorte d'alignement des notions que je viens d'évoquer : un état souverain sur un territoire délimité par des frontières à l'intérieur duquel vit, réside et travaille des individus qui composent une nation. Tant que le politique reste dans une vision territorialiste où c'est la souveraineté nationale qui définit ce qui est visible et ce qui doit rester invisible, qui opère donc le 'partage du sensible' pour reprendre les mots du philosophe Jacques Rancière, il est borgne. Il ne voit que la partie du phénomène qui se déploie sur son territoire, sa juridiction. Le frontalier commence à exister quand il franchit la frontière et il n'existe que de façon amputée.

Si on accepte de voir le phénomène frontalier pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire une réalité complexe, hybride, mouvante, fondée sur un entre-deux territorial et identitaire, on met à mal les schémas de pensée classiques (le territoire, la nation, la souveraineté, etc.). Cela signifie donc qu'il faut en inventer d'autres. Mais là où ça se complique encore, c'est qu'il ne s'agit pas simplement de remplacer de vieux concepts politiques par de nouvelles notions. Il s'agit d'articuler ensemble des éléments 'classiques' de la territorialité étatique qui structurent encore (en partie) nos sociétés avec des considérations nouvelles qui les subvertissent. Du coup, on comprend pourquoi, les politiques ne se présentent pas pour se lancer dans une telle entreprise qui ressemble à un vaste chantier et qui demanderait une réelle capacité à innover, à se projeter dans l'avenir, ainsi qu'une volonté politique affirmée. On comprend aussi pourquoi on est face à une invisibilisation des questions sociales, culturelles, identitaires, territoriales pour ne citer que celles-là qui sont liées au travail frontalier. Tant que le système actuel fonctionne, et qui plus est, à l'avantage du Luxembourg, notamment en ce qui concerne l'économie et la fiscalité, pourquoi le remettre en question ?

Quelles sont les conséquences de cette invisibilisation ?
Je pense qu'on est face à une forme de déni de réalité. Beaucoup d'acteurs politiques ne veulent pas voir qu'à travers les travailleurs frontaliers, ce sont des interdépendances transfrontalières qui nous relient les uns aux autres, c'est une société transfrontalière qui est en émergence, un projet de territoire transfrontalier qui demanderait à être construit avec nos partenaires frontaliers pour se lancer dans une telle chose au niveau collectif à faire pour revendiquer davantage de visibilité et de représentation, de participation, semble difficile. Au-delà de leur journée de travail, les frontaliers ont souvent de longs trajets, ce qui leur laisse peu de temps pour penser à ce genre de choses et encore moins à s'engager dans des actions de militantisme. Par ailleurs, bon nombre sont dans une forme de reconnaissance vis-à-vis du Luxembourg qui leur donne un emploi et ils ne vont pas chercher à revendiquer davantage de droits.

Vous parlez d'un entre-deux territorial et identitaire ... Est-on frontalier des deux côtés de la frontière ?
Je pense que les frontaliers sont clairement dans une forme d'entre-deux, considérés comme différents là où ils résident et « étrangers » sur le lieu du travail. Du côté de leur lieu de résidence, on leur reproche parfois d'aller chercher l'argent facile au Luxembourg, on les jalouse un peu sur leur niveau de vie, sans comprendre que certaines personnes sont prisonnières d'une situation de laquelle il est difficile de sortir. De ce côté-ci de la frontière, il y a toutes sortes d'appréciations et de stéréotypes les concernant, ainsi qu'une certaine forme de condescendance qui se nourrit d'un sentiment de supériorité, y compris de la part de certains responsables politiques. C'est dommage, car plus que de simples « voisins », nous appartenons de fait tous ensemble à une seule et même société régionale transfrontalière. A ce titre, il est d'ailleurs intéressant de constater que beaucoup de frontaliers s'identifient de plus en plus aux Luxembourgeois et, très souvent, il y a un désir de venir vivre au Luxembourg même si le marché immobilier ne le permet pas réellement.

Recueilli par Kristel Pairoux

Photo : Jouée en début d'année au Théâtre d'Esch, *Les Frontalières*, pièce de théâtre documentaire conçue par Sophie Langevin à l'initiative de l'ASTI et à laquelle a collaboré Christophe Sohn, visait à montrer que le travail frontalier est bien plus complexe que ce que nous en percevons au quotidien.

Y-a-t-il un désir, du côté des frontaliers, une revendication de sortir de cette invisibilité, de prendre place dans l'espace commun ?
La prise de conscience qu'il y a quelque

© noc.turn

« Esch, c'est la belle endormie qu'il faut réveiller »

noc.turn est un mouvement de jeunes artistes, pour la plupart issus de l'immigration, qui cherche à contribuer à un idéal de collectivité, d'échange et de partage. Rencontre avec Soushy, Jewels et Charly, coordinateurs du collectif.

Quelle a été la motivation pour vous constituer en asbl ?
Nous avions créé une première association (CCSA asbl) dans le cadre universitaire alors que nous étions étudiants à Esch-Belval. La motivation de départ découlait d'un désir plutôt festif, car il n'y avait pas forcément beaucoup d'événements qui étaient proposés aux étudiants. La structure associative nous permettait d'être à un niveau de collaboration potentielle avec l'institution universitaire, car en tant qu'individus, citoyens résidents, on n'avait pas forcément de poids.

Le constat que nous avions fait c'est qu'il n'y avait pas assez d'espaces d'échanges, de socialisation, de rencontres entre les différentes communautés alors qu'il y a une très grande diversité culturelle au sud du Luxembourg. Il manquait d'espaces artistiques, où les gens se sentent accueillis, loin des circuits commerciaux, des circuits de divertissements conventionnels. Nous voulions aussi faire un pont entre l'université et son environnement réel qu'est la Ville d'Esch, dont on était dissocié. L'association étudiante nous a permis de faire nos expériences, d'organiser des événements festifs, mais elle restait tributaire du cadre académique et institutionnel. Cherchant notre indépendance, nous avons créé l'asbl noc.turn.

Quels sont vos objectifs ?
Notre approche est de promouvoir la scène artistique tout en tissant des liens avec la société civile, les acteurs sociaux, les acteurs culturels locaux. On a toujours essayé de créer des ponts, entre l'Université et la Ville, les étudiants et les citoyens, les résidents. Beaucoup d'étudiants ont eu des opportunités de travail, des possibilités d'implication dans des projets socio-culturels. Des alternatives au chemin académique unique se sont ouvertes à eux. Nous souhaitons nous inscrire à la fois dans l'environnement universitaire propice à la création et dans le dynamisme de Esch 2022 Capitale européenne de la culture.

Actuellement, la plus grande mission que l'on se donne, c'est de permettre aux artistes d'accéder aux métiers du secteur créatif dans sa globalité, c'est-à-dire non seulement artistique mais aussi organisationnel, comme s'ouvrir à de nouvelles manières de travailler, encourager la création collective, l'échange entre disciplines. Durant cette pandémie beaucoup d'artistes ont dû renoncer à leur parcours professionnel. Beaucoup de jeunes ont tout simplement perdu espoir et n'ont même plus le souhait de s'imaginer une vie dans ce secteur.

Que proposez-vous ?
Nous proposons aux jeunes artistes un projet de résidence auprès de noc.turn où l'on mettrait à leur disposition un soutien financier, logistique et administratif. Nous sommes aussi à même d'accompagner l'artiste dans des collaborations nouvelles pour lui et ainsi élargir les perspectives de chaque partie. Cette résidence serait pour nous une manière de soutenir pro-activement l'artiste dans sa professionnalisation et ainsi encourager l'esprit d'entraide et d'ouverture. Un exemple très récent est celui de William Lopes plus connu sous le nom de W_Illuzion, artiste vidéaste et danseur de renom. Suite à son arrivée dans le collectif, il a directement été chargé d'un projet mêlant danse contemporaine et art audio-visuel, une œuvre présentée par une artiste acclamée au niveau international, Caecilia Tripp.

Vous avez décroché une belle collaboration avec la galerie d'art contemporain Konschthal Esch…
Oui, nous collaborons avec la Konschthal, dans le cadre d'une résidence de trois ans. Pour préparer son ouverture, le centre propose un cycle d'expositions intitulées *Schaufenster* (Vitrine) présentant une série d'installations et d'oeuvres d'art contemporain. Ces expériences sont extrêmement enrichissantes tant au niveau personnel que collectif. La rencontre avec des artistes et des professionnels de la scène créative nous permet de voyager, de trouver l'inspiration, malgré l'année morose que nous venons de vivre. Notre collaboration est axée autour de la communication digitale, et de l'événementiel. Au-delà nous souhaitons nous professionnaliser dans le domaine des arts audio-visuel et numérique. On vise plus particulièrement à créer des passerelles entre les jeunes artistes, les résidents du quartier du Brill et des réseaux artistiques internationaux. Nous sommes vraiment reconnaissant de cette opportunité, qui nous permet d'élargir nos horizons collectifs. On invite les centres culturels du pays à s'inspirer de la confiance que la Konschthal a accordé à la jeunesse.

Le fait d'être porteurs d'une culture issue de l'immigration, cela a-t-il un impact sur votre démarche associative ?
La plupart de nos histoires personnelles sont effectivement intimement liées soit à l'immigration, soit à l'Histoire de la Grande Région. Nous nous sommes développés dans un environnement interculturel, notamment au sud du Luxembourg. Notre projet sur le quartier du Brill relève sans doute de cette histoire.

Le Brill est pour nous un des espaces les plus inspirants du sud luxembourgeois. C'est un quartier populaire que nous connaissons bien. Il y a énormément de vie, d'expressions culturelles spontanées. La place du Brill est comme un pique-nique à ciel ouvert. C'est la place de la diversité de Esch. Il y a différentes manières de vivre, de manger, de passer son temps libre. Nous projetons d'y créer un festival du monde durant l'été avec des événements ponctuels, une programmation locale, variée mettant en valeur la diversité culturelle. Des ponts culturels existent entre les communautés africaines, lusophones ou encore balkaniques qui habitent le quartier. Ce festival croisera différentes cultures, générations, passions, pratiques artistiques. Il y aura du hip hop, des danseurs, des musiciens, des artistes de culture africaine, brésilienne, un volet autour l'école du Brill. L'aspect culinaire sera également mis en avant.

Esch, c'est la belle endormie qu'il faut réveiller. Regardez, tout est là depuis le début, il fallait juste réunir tout le monde. Ce projet valoriserait un quartier qui n'a pas forcément bonne réputation, mais qui est magnifique. Beaucoup de choses se mettent en place à Esch et nous considérons que notre contribution la plus pertinente est de nous occuper de cette place du Brill, d'être au contact des habitants et d'essayer de tisser le plus de liens possibles dans ce quartier.

Et pour conclure …
On voudrait aussi profiter de cet interview pour donner une vue sur la manière dont le parcours associatif, le parcours collectif peut être enrichissant, tant du point de vue personnel que du point de vue de l'éco-système dans lequel nous vivons. Une fois que l'on trouve quelque chose qui nous plaît et qui fait sens, pour soi et pour les autres, il ne faut pas hésiter à le faire, à se donner le courage de risquer deux-trois choses, car au final cela peut débloquer énormément de possibilités et d'ouvertures. J'encourage beaucoup la population jeune au Luxembourg à ne pas se laisser guider uniquement par des souhaits personnels. En cherchant à améliorer la vie de l'autre, on améliore souvent sa propre vie.

Recueilli par Claudine Scherrer

noc.turn
24 rue Dicks L-4281 Esch-sur-Alzette
info@nocturn.lu
facebook : noc.turn

BLOC NOTES

APPORTEZ VOTRE SOUTIEN A NOTRE MAGAZINE FAIRE SOCIETE ENSEMBLE

L'édition d'un journal représente une forme de communication que nous défendons et revendiquons, mais qu'il n'est pas facile de maintenir à l'heure du numérique ! Vous pouvez nous accompagner et nous soutenir dans ce choix. D'avance nous vous en remercions, tout comme nous remercions les lecteurs, les associations, structures qui, année après année, renouvellent leur soutien.

Comment soutenir le magazine ?
– Pour les associations et particuliers, en versant un don (montant libre) pour 5 numéros
– Pour les institutions, en souscrivant un abonnement de 15 euros pour 5 numéros par an

Le versement est à effectuer sur le compte chèque postal IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 (code BIC : CCPLLULL) du CLAE services asbl avec la mention « soutien Faire société ensemble ».
Vous pouvez également faire un paiement sécurisé en ligne via Paypal à partir de notre site internet : www.clae.lu/editions/faire-societe/

SE RENCONTRER

Ateliers d'été : activités linguistiques, sportives, culturelles Du 19 juillet au 27 août
Les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale qui vivent dans des foyers d'hébergement ont particulièrement souffert à la fois de la promiscuité et de l'isolement durant la période de confinement sanitaire. C'est pourquoi, l'association Passerell propose pour la 6e édition, une version augmentée de ses Ateliers d'été à l'attention des demandeurs de protection internationale et encadrés par des citoyens bénévoles. Il ne s'agit pas de cours de langues académiques et professionnels. L'objectif est avant tout la socialisation et la pratique ou l'initiation aux langues, à la culture de la société d'accueil. C'est avant tout une histoire de rencontres. Exemple de sorties réalisées lors des éditions précédentes : visite du château de Vianden, balade en bateau solaire sur le lac d'Esch-Sur-Sûre, visite du musée des Mines à Rumelange, tournoi de foot, pique-nique,...

Infos - Inscription :
www.passerell.lu/ateliers-ete

PATIENTER

Le prochain numéro de notre magazine *Faire société ensemble* paraîtra en octobre 2021.

NOTER

L'équipe du CLAE en congé
En raison des congés annuels, les bureaux du CLAE ainsi que l'internetstuff seront fermés du 2 au 27août. Nous aurons plaisir à vous retrouver et à vous proposer la reprise de nos formations. Toutes les informations seront publiées à la rentrée sur notre site internet : www.clae.lu

S'INSCRIRE

Cours de français du CLAE
La prochaine session des cours de français de niveaux débutant, élémentaire et intermédiaire se déroulera du 20 septembre au 16 décembre 2021. Les inscriptions auront lieu le 8 septembre 2021 uniquement sur rendez-vous. Vous pouvez prendre rendez-vous à partir du 1er septembre directement sur le site internet du CLAE (www.clae.lu) ou par téléphone au 29 86 86-1.
Plus d'infos sur les cours :
www.clae.lu/formations/cours-de-francais/

PARTICIPER

Assemblée Générale du CLAE
La prochaine AG du CLAE aura lieu le 5 octobre à 19h.

REJOINDRE

Les passeurs associatifs, un espace virtuel sur Facebook dédié aux solidarités associatives
Le groupe « Les passeurs associatifs » se veut comme le prolongement du travail effectué par le CLAE avec les associations et son espace ressources associatives disponible en ligne (www.clae.lu). Il a pour but non seulement d'offrir des informations, des conseils, mais se veut également un espace d'entraide, de solidarité et de rencontre entre les associations.

ARRIVER AU LUXEMBOURG

Lussemburgo da vivere (PassaParola Editions)
C'est la troisième édition du guide pratique en langue italienne «*Lussemburgo da vivere*» que viennent d'éditer Passaparola et ASTI asbl. Ce guide rassemble une multitude d'informations dans des domaines très variés : travail, santé, scolarisation, mobilité, religions, logement, histoire du pays,... Les auteurs ont accordé une attention toute parculière aux besoins des nouveaux résidents italiens au Luxembourg.
Distribué au format papier dans différents lieux : ASTI, CLAE, Ville de Luxembourg, Ville de Dudelange, Ville de Differdange, Mission catholique italienne de Bonnevoie et d'Esch/Alzette,...
Plus d'infos : https://passaparola.info/web/

Un beau succès pour les séances de présentation des ressources liées à l'apprentissage du français

Durant trois ans, le CLAE s'est investi dans le projet européen FOCAALE* qui visait à favoriser l'apprentissage du français pour les adultes venus en migration peu ou pas scolarisés.

Arrivant au terme du projet, les résultats ont été présentés par France Neuberg, formatrice de français langue étrangère et chercheuse, les 11, 17 et 29 juin derniers. Nombreux étaient les formateurs et organisateurs de formation à avoir répondu à l'invitation. Le succès de ces séances de présentation souligne le besoin de ressources et d'espaces d'échanges pour mettre en place un enseignement davantage inclusif. On déplore notamment un manque d'outils adaptés prenant en compte les besoins spécifiques de ceux qui, faute de scolarisation dans leur pays d'origine, ne sont ni lecteurs ni scripteurs dans leur langue maternelle.

Parmi les ressources présentées lors des séances :

• La publication *Ailleurs EsT ici* – éditée par le CLAE avec le soutien de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte – concerne les avancées et les obstacles de l'enseignement du français écrit aux adultes, tels que décrits par la recherche. Il y est notamment question de l'importance de mettre en place une approche où l'on tient compte de la personne dans sa globalité plutôt que de la considérer de manière morcelée dans une approche centrée sur un besoin en particulier, à savoir ici le besoin d'apprendre à lire et à écrire.
• 16 fiches pédagogiques, disponibles pour tous les formateurs et directement exploitables dans les classes. Chaque fiche pédagogique est construite au départ d'une situation ou d'un lieu type auquel les apprenants sont confrontés dans leur quotidien, en se basant sur des documents qui correspondent à la réalité des personnes qui vivent à Luxembourg.
• Trois modules de formation en ligne, à destination des formateurs, novices ou plus expérimentés et traitant de la didactisation des supports authentiques.
• Un ensemble de recommandations qui ont pour but de sensibiliser les parties prenantes sur les problématiques abordées et de proposer des pistes d'action concrètes.

Si vous n'avez pas eu l'occasion de participer à ces séances, consultez sans plus tarder l'espace ressources pédagogiques sur le site du CLAE : https://www.clae.lu/formations/ressources-pedagogiques/

*** Co-financé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne, en partenariat avec France Education International, Radya (F) et Proforal asbl (B)**

Informations société d'accueil

Le Covid Check, c'est quoi ?

Depuis le 13 juin, toute personne totalement vaccinée contre le coronavirus, testée négative ou guérie de l'infection se voit attribuer un QR code certifié, en format papier ou numérique, reconnu au niveau de l'Union Européenne. Si le certificat lié à la vaccination n'est pas limité dans le temps, celui lié au test PCR est valide 72 heures, 48 heures pour le test rapide ; et pendant six mois après le test positif pour la personne guérie. Il est envoyé par courrier et est également disponible dans de l'onglet « mes données » de votre espace personnel du site myguichet.lu, ainsi que sur l'application mobile MyGuichet.lu récemment mise en place.

Ce certificat peut être utilisé dans différentes situations : bars, restaurants, mais aussi événements sportifs, culturels ou privés (mariage, etc). Lors d'un événement « covid check », il n'y a pas d'obligation de porter le masque ou de respecter la distanciation sociale.

Il permet également de voyager au sein de l'UE, selon les mesures en vigueur dans les différents pays. Dans certains cas, il permet d'être dispensé des mesures de restriction à l'entrée d'un pays, mais ne peut être considéré comme un document de voyage officiel. Chaque pays ayant ses propres règles, le mieux est de se renseigner sur les mesures particulières sur reopen.eu.

Il n'existe pas de règles fixes concernant les voyages de ou vers les pays tiers. Les Etats membres ont la possibilité d'accepter toute preuve d'une vaccination des voyageurs de pays tiers, avec un vaccin reconnu par l'UE ou homologué par l'OMS. Le Luxembourg ne reconnait que les vaccins utilisés au Grand-Duché : Moderna, Johnson&Johnson, BioNtech/Pfizer et AstraZeneca.

Et pour organiser un événement CovidCheck ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, tout rassemblement excédant 300 personnes est interdit. Tout rassemblement entre 11 et jusqu'à 50 personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de 2 mètres. Les rassemblements entre 11 et 300 personnes peuvent se dérouler sous le régime CovidCheck. L'entrée sera ainsi réservée exclusivement aux personnes vaccinées, rétablies ou testées négatives (soit autotest sur place, soit résultat négatif certifié. Dans ce cas, l'obligation du port du masque, celle de la distanciation physique minimale de 2 mètres et celle relative à l'assignation des places assises ne s'appliquent pas. Certains évènements peuvent rassembler plus de 300 personnes sans toutefois dépasser la limite de 2. 000 personnes, à condition d'avoir fait l'objet d'un protocole sanitaire

Les associations souhaitant organiser un événement sous le régime covidcheck doivent le notifier par mail auprès du Ministère de la Santé : covidcheck@ms.etat.lu. La demande de protocole sanitaire doit se faire auprès de la Direction de la santé, qui arrêtera les mesures sanitaires qui devront être observées.